

Repenser la matérialité des régimes autoritaires de l'Amérique Latine du XXème siècle

Repensar la materialidad de los regímenes autoritarios en América Latina (siglo XX)

Repensar a materialidade dos regimes autoritários da América Latina do século XX

Journée d'études (Univ. Lille, 21 octobre 2022)

Jean-François Lagu (Doctorant - Univ. Lille, ULR 4074 CECILLE)

Carlos Garcia Macias (Doctorant - Univ. Lille, ULR 4074 CECILLE)

Appel à communications

Depuis leurs indépendances, et tout particulièrement au début du XXème siècle, les pays d'Amérique latine se sont caractérisés par une forte tension entre des régimes libéraux représentatifs et des régimes oligarchiques et autoritaires. Des caudillos aux dictateurs éclairés de la fin du XIXème, en passant par les expériences qu'on pourrait qualifier de populistes, l'Amérique Latine a vu l'émergence de ces hommes forts, bien souvent chefs militaires dans la région, dominant et exerçant leur pouvoir avec l'appui des forces armées lesquelles ont eu recours à des méthodes brutales niant par-là même la notion d'*habeas corpus*. Mais ils s'appuient et intègrent également dans leurs rangs des civils grâce à des liens clientélistes ou un système prébendier. Cette alliance a souvent été appelée « césarisme démocratique » (Vallenilla Lanz) ou « dictature démocratique » (Joseph Barthélémy) pour désigner les républiques d'Amérique latine du début du XXème, car ces *régimes forts* ont souvent été dirigés par des personnalités relativement instruites, cultivées et engagées dans la notion d'état moderne. Plusieurs exemples pourraient illustrer ces expériences : la dictature de Juan Vicente Gómez au Venezuela (1908-1935) ; la dictature de Federico Tinoco au Costa Rica (1917-1919) ; la dictature d'Augusto B. Leguía au Pérou (1919-1930) ; la dictature de Gerardo Machado à Cuba (1924-1933), la dictature de Carlos Ibañez del Campo au Chili (1927-1931) et Vargas au Brésil (de 1930 à 1945, avec le cadre autoritaire de l'Estado Novo de 37 à 45). Semblablement, on voit à nouveau émerger des gouvernements militaires dès l'après-guerre. Ainsi, dans les années 50, une nouvelle forme de régime militaire s'installe dans la région. Ces régimes reposent sur des personnalités soutenues par l'institution armée et même directement issues de ses rangs, qui développent des politiques industrielles, se déclarent favorables à l'investissement étranger, à la propriété privée comme moteur de développement et à l'établissement de relations étroites avec les États-Unis, mettant ainsi en œuvre une "modernisation conservatrice". On pourrait citer entre autres, le régime de Marcos Pérez Jiménez au Venezuela (1948-1958), le régime d'Alfredo Stroessner au Paraguay (1954-1989), le régime de Gustavo Rojas Pinilla en Colombie (1953-1957) et le régime du Général Manuel Odría au Pérou (1948-1956).

Il en va de même dès le début des années 60 dans le contexte de Guerre froide, où l'Amérique latine est le théâtre de multiples coups d'état, souvent orchestrés par les États-Unis dont elle constitue la zone et d'influence et d'intervention, sous forme de la lutte contre l'ennemi communiste dans le continent. Les exemples les plus représentatifs de ces régimes étant Videla en Argentine (1976-1981) et Pinochet au Chili (1973-1990). Ainsi, l'Amérique latine offre un spectre très riche pour l'étude de ces régimes.

Par ailleurs, depuis les années 90, l'étude de ces régimes militaires, notamment les dictatures de Vargas au Brésil, de Pinochet au Chili et de Videla en Argentine, ont été particulièrement source d'intérêt, comme en témoignent les recherches historiographiques, surtout attachées à l'opposition entre dictature et culture –la littérature, l'art, l'humour, le cinéma– mais aussi sur les aspects répressifs de la dictature, la violation des droits de l'homme, la justice transitionnelle, la liberté d'expression et de la presse, entre autres aspects.

En revanche, la problématique liée à l'analyse du fonctionnement de l'état et des productions de sa bureaucratie sous les dictatures militaires, la matérialité de ces régimes a

été très peu travaillée concernant les régimes les plus connus (Argentine, Brésil et Chili) et quasiment pas étudiée pour la plupart des autres régimes dictatoriaux de l'époque comme le Venezuela, le Paraguay, la Colombie, le Pérou, le Nicaragua, la Bolivie, le Panama, le Guatemala, entre autres. En dépit de la diversité des travaux qui ont abordé diverses dimensions de ces régimes dictatoriaux, de nombreux angles morts demeurent et rares sont les études qui abordent cette notion de matérialité de l'État sous la dictature.

Cette journée d'études vise donc à explorer les différentes facettes de la matérialité de l'État dans les régimes autoritaires d'Amérique Latine de 1908, date de la prise du pouvoir du Général Juan Vicente Gómez au Venezuela, à 1989, date de la chute du régime d'Alfredo Stroessner au Paraguay, afin d'offrir des clés d'explication peu explorées concernant la physionomie de ces régimes mais aussi leur longévité qui ne peut être le seul fait de l'homme fort auquel ils sont souvent rattachés.

Les communications pourront aborder cette question sous l'angle du droit (législation, cadre juridique), du déploiement institutionnel ou de la modernisation de l'État et de ses institutions (création ou organisation d'une armée nationale, programmes éducatifs, de santé publique, d'infrastructure, entre autres), des dynamiques internationales (relations internationales), du rôle des fonctionnaires, des agents de l'État et des responsables de la gestion gouvernementale au quotidien, mais aussi des vecteurs de visibilité et de matérialité de ces régimes dans l'espace national, des pratiques commémoratives et de la construction d'un récit national, ou encore du rôle de l'État (État corporatiste, État social-bureaucratique, État développementaliste, État bureaucratique-autoritaire), mais aussi des modalités de la mise en place de leurs projets politiques.

Les communications pourront s'effectuer en français, espagnol, portugais ou italien.

Les propositions, qui comprendront un résumé et un bref CV, sont à adresser à :

jeanfrancois.lagu.etu@univ-lille.fr

carlos.garciamacias.etu@univ-lille.fr

31 mars 2022 : date limite d'envoi des propositions de communication

30 juin 2022 : notification des propositions retenues

21 octobre 2022 : journée d'études à l'Université de Lille

Repensar la materialidad de los regímenes autoritarios en América Latina (siglo XX)

Jornada de estudio (Universidad de Lille, 21 de octubre de 2022)

Jean-François Lagu (Estudiante de doctorado - Univ. Lille, ULR 4074 CECILLE)

Carlos García Macías (Estudiante de doctorado - Univ. Lille, ULR 4074 CECILLE)

Llamado a comunicaciones

Desde sus independencias, y especialmente a principios del siglo XX, los países de América Latina se han caracterizado por una fuerte tensión entre regímenes liberales representativos y regímenes oligárquicos y autoritarios. De los caudillos hasta los dictadores ilustrados de finales del siglo XIX, pasando por las experiencias que podrían calificarse de populistas, América Latina ha visto surgir a estos hombres fuertes, a menudo líderes militares en la región, dominando y ejerciendo su poder con el apoyo de las fuerzas armadas, quienes han recurrido a métodos brutales, negando así hasta la noción de *habeas corpus*. Pero también se apoyan e integran a los civiles en sus filas a través de lazos clientelares o de un sistema prebendado. Esta alianza fue a menudo llamada "cesarismo democrático" (Vallenilla Lanz) o "dictadura democrática" (Joseph Barthélémy) para designar a las repúblicas latinoamericanas de principios del siglo XX, ya que estos *regímenes fuertes* frecuentemente fueron dirigidos por personalidades relativamente educadas, cultas y comprometidas con la noción de Estado moderno. Varios ejemplos podrían ilustrar estas experiencias: la dictadura

de Juan Vicente Gómez en Venezuela (1908-1935); la dictadura de Federico Tinoco en Costa Rica (1917-1919); la dictadura de Augusto B. Leguía en Perú (1919-1930); la dictadura de Gerardo Machado en Cuba (1924-1933), la dictadura de Carlos Ibáñez del Campo en Chile (1927-1931) y de Vargas en Brasil (de 1930 a 1945, en el marco autoritario del Estado Novo del 37 al 45). Del mismo modo, vemos el surgimiento de gobiernos militares nuevamente en el período de post-guerra. Así, en los años 50, una nueva forma de régimen militar se instaló en la región. Estos regímenes se asientan en personalidades apoyadas por la institución armada e incluso pertenecientes notoriamente a sus filas, quienes desarrollan políticas industriales, se declaran favorables a la inversión extranjera, a la propiedad privada como motor de desarrollo y al establecimiento de estrechas relaciones con Estados Unidos, implementando así una "modernización conservadora". Entre ellos se podría citar el régimen de Marcos Pérez Jiménez en Venezuela (1948-1958), el régimen de Alfredo Stroessner en Paraguay (1954-1989), el régimen de Gustavo Rojas Pinilla en Colombia (1953-1957) y el régimen del General Manuel Odría en Perú (1948-1956).

Lo mismo ocurre desde principios de los años 60 en el contexto de la Guerra Fría, donde América Latina fue el escenario de múltiples golpes de Estado, muchas veces orquestados por Estados Unidos, constituyendo una zona de influencia e intervención, bajo la forma de lucha contra el enemigo comunista en el continente. Los ejemplos más representativos de estos regímenes son Videla en Argentina (1976-1981) y Pinochet en Chile (1973-1990). Así, la América Latina ofrece un espectro muy distintivo para el estudio de estos regímenes.

Además, desde los años 90, el estudio de estos regímenes militares, en particular las dictaduras de Vargas en Brasil, Pinochet en Chile y Videla en Argentina, han sido particularmente sujeto de interés, como lo demuestran las investigaciones historiográficas, especialmente vinculadas a la oposición entre dictadura y cultura -literatura, arte, humor, cine, pero también sobre los aspectos represivos de la dictadura, la violación de los derechos humanos, la justicia transicional, la libertad de expresión y de prensa, entre otros aspectos.

En cambio, el problema relacionado con el análisis del funcionamiento del Estado y el proceso relativo a la producción de su burocracia bajo las dictaduras militares, así como la materialidad de estos regímenes ha sido poco trabajada respecto a los regímenes más conocidos (Argentina, Brasil y Chile) y casi no estudiada para la mayoría de los otros regímenes dictatoriales de la época como, por ejemplo, Venezuela, Paraguay, Colombia, Perú, Nicaragua, Bolivia, Panamá, Guatemala, entre otros. A pesar de la diversidad de trabajos que han abordado diversas dimensiones de estos regímenes dictatoriales, se observan muchos vacíos o interrogantes, y pocos estudios abordan esta noción de la materialidad del Estado bajo la dictadura.

Por lo tanto, esta jornada de estudio tiene como objetivo explorar las diferentes facetas de la materialidad del Estado en los regímenes autoritarios de América Latina desde 1908, fecha en la que el General Juan Vicente Gómez toma del poder en Venezuela, hasta 1989, fecha de la caída del régimen de Alfredo Stroessner en Paraguay, con el fin de ofrecer herramientas y elementos de explicación poco explorados hasta la fecha, sobre la fisonomía de estos regímenes, pero también su longevidad, la cual no puede ser únicamente fundamentada en la imagen del hombre fuerte, a la que comúnmente están asociados.

Las comunicaciones pueden abordar este tema desde la perspectiva del derecho (legislación, marco legal), del despliegue institucional o de la modernización del Estado y sus instituciones (creación u organización de un ejército nacional, programas educativos, salud pública, infraestructura, entre otros), de las dinámicas internacionales (relaciones internacionales), del papel de los funcionarios públicos, los agentes estatales y los responsables de la gestión cotidiana del gobierno, pero también a través de los vectores relativos a la visibilidad y la materialidad de estos regímenes en el espacio nacional, de las prácticas conmemorativas y la construcción de una narrativa nacional, o del papel del Estado (Estado corporativista, Estado social-burocrático, Estado desarrollista, Estado burocrático-

autoritário), pero también las modalidades de la implementación de sus proyectos políticos.

Las comunicaciones pueden realizarse en francés, español, portugués o italiano.

Las propuestas deben incluir un resumen y un breve CV, y deben enviarse a:

jeanfrancois.lagu.etu@univ-lille.fr

carlos.garciamacias.etu@univ-lille.fr

31 de marzo de 2022: fecha límite para enviar las propuestas de comunicación.

30 de junio de 2022: notificación de las propuestas aceptadas.

21 de octubre de 2022: Jornada de estudio en la Universidad de Lille.

Repensar a materialidade dos regimes autoritários da América Latina do século XX

Jornada de estudos (Universidade de Lille, 21 de outubro de 2022)

Jean-François Lagu (Doutorando - Univ. Lille, ULR 4074 CECILLE)

Carlos Garcia Macias (Doutorando - Univ. Lille, ULR 4074 CECILLE)

Chamada para apresentação de trabalhos

Desde suas independências, e especialmente no início do século XX, os países da América Latina caracterizaram-se por uma forte tensão entre regimes liberais representativos e regimes oligárquicos e autoritários. Dos caudilhos aos ditadores esclarecidos do final do século XIX, passando pelas experiências que poderíamos qualificar de populistas, a América Latina assistiu à emergência destes homens fortes, muitas vezes chefes militares da região, dominando e exercendo o seu poder com o apoio das forças armadas, as quais recorreram a métodos brutais negando, assim, a própria noção de *habeas corpus*. Mas também se apoiavam e integravam civis em suas organizações, graças a ligações clientelistas ou a um sistema prebendário. Esta aliança foi frequentemente chamada de “Cesarismo democrático” (Vallenilla Lanz) ou “ditadura democrática” (Joseph Barthélémy) para designar as repúblicas da América Latina do início do XX, porque estes regimes fortes foram frequentemente dirigidos por personalidades relativamente instruídas, cultas e engajadas na noção de estado moderno. Diversos exemplos poderiam ilustrar essas experiências: a ditadura de Juan Vicente Gómez na Venezuela (1908-1935); a ditadura de Federico Tinoco na Costa Rica (1917-1919); a ditadura de Augusto B. Leguía no Peru (1919-1930); a ditadura de Gerardo Machado em Cuba (1924-1933), a ditadura de Carlos Ibañez del Campo no Chile (1927-1931) e de Vargas no Brasil (de 1930-1945, com o período autoritário do Estado Novo de 37 a 45). Da mesma forma, vemos emergir novamente governos militares no pós-guerra. Assim, nos anos 50, uma nova forma de regime militar se instala na região. Estes regimes baseiam-se em personalidades apoiadas pela instituição armada e mesmo diretamente oriundas desta categoria, que desenvolvem políticas industriais, se declaram favoráveis ao investimento estrangeiro, à propriedade privada como motor de desenvolvimento e ao estabelecimento de relações estreitas com os Estados Unidos, implementando, assim, uma “modernização conservadora”. Poderíamos citar entre outros, o regime de Marcos Pérez Jiménez na Venezuela (1948-1958), o regime de Alfredo Stroessner no Paraguai (1954-1989), o regime de Gustavo Rojas Pinilla na Colômbia (1953-1957) e o regime do General Manuel Odría no Peru (1948-1956).

O mesmo acontece no início dos anos 60 no contexto da Guerra Fria, quando a América Latina é palco de múltiplos golpes de Estado, frequentemente orquestrados pelos Estados Unidos, país do qual constituía zona de influência e de intervenção, sob a forma de luta contra o inimigo comunista no continente. Os exemplos mais representativos destes regimes são Videla na Argentina (1976-1981) e Pinochet no Chile (1973-1990). Dessa forma, a América Latina oferece um espectro muito rico para o estudo destes regimes.

Por outro lado, desde os anos 90, o estudo destes regimes militares, em especial as ditaduras de Vargas no Brasil, de Pinochet no Chile e de Videla na Argentina, têm sido particularmente fonte de interesse, como evidenciam as pesquisas historiográficas, sobretudo ligadas à oposição entre ditadura e cultura – a literatura, a arte, o humor, o cinema – mas também sobre os aspectos repressivos da ditadura, a violação de direitos humanos, a justiça transicional, a liberdade de expressão e de imprensa, entre outros aspectos.

Em contrapartida, a problemática ligada à análise do funcionamento do Estado e das produções de sua burocracia durante as ditaduras militares, a materialidade destes regimes tem sido muito pouco trabalhada no que diz respeito aos regimes mais conhecidos (Argentina, Brasil e Chile) e quase não estudada para a maioria dos outros regimes ditatoriais da época como Venezuela, Paraguai, Colômbia, Peru, Nicarágua, Bolívia, Panamá, Guatemala, entre outros. Apesar da diversidade dos trabalhos que abordaram distintas dimensões destes regimes ditatoriais, diversos pontos cegos permanecem e raros são os estudos que abordam esta noção de materialidade do Estado sob a ditadura.

Esta jornada de estudos visa, portanto, a explorar as diferentes facetas da materialidade do Estado nos regimes autoritários da América Latina de 1908, data da tomada do poder pelo General Juan Vicente Gómez na Venezuela, à 1989, data da queda do regime de Alfredo Stroessner no Paraguai, a fim de oferecer chaves de explicação pouco exploradas no que diz respeito à fisionomia destes regimes, mas também às suas longevidades que não podem ter como único motivo o homem forte a quem muitas vezes estão ligados.

As apresentações poderão abordar esta questão sob a ótica do Direito (legislação, quadro jurídico), do desenvolvimento institucional ou da modernização do Estado e de suas instituições (criação ou organização de um exército nacional, programas educativos, de saúde pública, de infraestrutura, entre outros), das dinâmicas internacionais (relações internacionais), do papel dos funcionários, dos agentes do Estado e dos responsáveis pela gestão governamental no cotidiano, mas também dos vetores de visibilidade e de materialidade destes regimes no espaço nacional, das práticas comemorativas e da construção de uma narrativa nacional, ou ainda do papel do Estado (Estado corporativista, Estado social-burocrático, Estado desenvolvimentista, Estado burocrático-autoritário), mas também das modalidades de implementação de seus projetos políticos.

A apresentações poderão ser feitas em francês, espanhol, português ou italiano. As propostas, que incluirão um resumo e um breve CV, devem ser enviadas à:

jeanfrancois.lagu.etu@univ-lille.fr

carlos.garciamacias.etu@univ-lille.fr

31 de março de 2022: data limite para envio das propostas de apresentação

30 de junho de 2022: notificação das propostas selecionadas

21 de outubro de 2022: Jornada de estudos na Universidade de Lille